

Des contrastes électoraux intra-régionaux aux clivages intra-urbains. Éléments sur le scrutin régional de 2010 dans le Nord-Pas-de-Calais

Jean Rivière, Céline Colange, Michel Bussi, Bruno Cautrès, Sylviano Freire-Diaz, Anne Jadot

▶ **To cite this version:**

Jean Rivière, Céline Colange, Michel Bussi, Bruno Cautrès, Sylviano Freire-Diaz, et al.. Des contrastes électoraux intra-régionaux aux clivages intra-urbains. Éléments sur le scrutin régional de 2010 dans le Nord-Pas-de-Calais . Territoire en mouvement. Revue de Géographie et d'Aménagement, 2014, Région, régionalisation, régionalisme, 16. halshs-01576570

HAL Id: halshs-01576570
https://shs.hal.science/halshs-01576570

Submitted on 23 Aug 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des contrastes électoraux intra-régionaux aux clivages intra-urbains. Éléments sur le scrutin régional de 2010 dans le Nord-Pas-de-Calais

Studying electoral cleavages from the intra-regional to the infra-urban scale. The case of the 2010 regional election in Nord-Pas-de-Calais

Jean RIVIÈRE[1], Céline COLANGE[2], Michel BUSSI[3], Bruno CAUTRÈS[4], Sylviano FREIRE-DIAZ[5], Anne JADOT[6]

[1] Maître de conférences en géographie, Université de Nantes, UMR ESO 6590 CNRS
[2] Ingénieure de recherche en géographie, Université de Rouen, UMR IDEES 6266 CNRS
[3] Professeur de géographie, Université de Rouen, UMR IDEES 6266 CNRS
[4] Chargé de recherche en science politique, Science Po Paris, UMR CEVIPOF 7048 CNRS
[5] Maître de conférences en géographie, Université de Rouen, UMR IDEES 6266 CNRS
[6] Maître de conférences en science politique, Université de Nancy 2, UMR CEPEL 5112 CNRS

Résumé

Cet article propose d'analyser la distribution spatiale des choix électoraux en lien avec la géographie des inégalités sociales à l'occasion du scrutin régional de 2010. La première partie met en évidence les configurations socio-électorales qui structurent l'espace régional à l'échelle des 1547 communes du Nord-Pas-de-Calais, ce qui permet de discuter la pertinence de certains travaux antérieurs conduits sur cette région dans le champ de l'analyse électorale. Dans un second temps, et après cette contextualisation préalable, un changement d'échelle est opéré en réglant la focale d'analyse au niveau des 513 bureaux de vote intra-urbains de la Communauté Urbaine de Lille-Métropole (LMCU). Les analyses à l'échelle des bureaux de vote constituent en effet une importante carence scientifique, alors même que la plupart des électeurs sont inscrits dans des communes urbaines subdivisées en plusieurs bureaux. Si l'on excepte quelques monographies communales, très peu de recherches sont en effet parvenues à explorer les contrastes intra-urbains en matière de choix électoraux, et surtout à les corréler avec des indicateurs socioéconomiques à l'échelle des bureaux de vote. Dans cette étude originale, les matériaux empiriques mobilisés sont composés, d'une part, des résultats électoraux du 1er tour du scrutin régional et, d'autre part, de données issues de la statistique publique (recensement de l'INSEE de 2007, données sur les revenus des ménages et sur la précarité sociale datant de 2008) qui permettent de décrire de manière fine le profil sociologique des habitants de ces entités géographiques. Il en ressort le maintien de grandes oppositions historiques internes au Nord-Pas-de-Calais et, surtout, que le passage à l'échelle des bureaux de vote révèle des profils électoraux extrêmement tranchés, qui donnent à lire les contrastes sociaux qui structurent l'espace intra-métropolitain.

Abstract

This article aims to analyze the spatial distribution of electoral results relating to the geography of social inequalities at the 2010 regional elections of 2010. The first part highlights the socio-electoral configurations that structure the regional space at the level of the 1547 towns of Nord-Pas-de-Calais, which allows to discuss the relevance of some previous research conducted on this region in the field of electoral analysis. In a second step, after this preliminary contextualisation, a change of scale is enforced, adjusting the focus of analysis at the level of 513 the intra-urban polling stations of the Urban Community of Lille-Métropole (LMCU). Analysis at the scale of the polling stations are indeed an important scientific shortcoming, even though most voters are registered in urban districts subdivided into several polling stations. Apart from a few communal monographs, very few researchers have managed to explore intra-urban contrasts regarding electoral aggregated results, especially in order to correlate them with socioeconomic indicators at the level of polling stations. In this original study, the empirical material are mobilized for this purpose consists, on the one hand, of election results at the first round of regional elections and, on the other hand, of official statistics (2007 INSEE census, 2008 data on household income and social precariousness) that refine the sociological profile of the inhabitants of these geographical entities. This study shows that the major historical cleavages within the Nord-Pas-de-Calais region are still relevant and, most importantly, that refining the analysis at the scale of polling stations reveals extremely contrasted electoral profiles which enlighten the social cleavages that structure the intra-metropolitan space.

Mots clés : Comportements électoraux, inégalités sociales, approche régionale (Nord-Pas-de-Calais), analyse intra-urbaine (Lille Métropole Communauté urbaine)

Keys-words: Electoral behaviours, social inequalities, regional approach (Nord-Pas-de-Calais), infra-urban analysis (Urban Community of Lille-Métropole)

L'année où les conseillers régionaux étaient pour la première fois élus au suffrage universel, paraissaient les désormais célèbres *Géopolitiques des régions françaises* (LACOSTE, 1986). Dans son introduction qui pose l'ambition théorique de cette somme d'ampleur inédite, Béatrice Giblin propose de considérer la région comme « une forme spatiale d'organisation politique » (1986a : 39). Pour autant, les régions y seront surtout appréhendées à travers leurs spécificités électorales, l'ouvrage insistant sur le poids des permanences et des notables locaux, de sorte qu'André Siegfried (1913) n'aurait probablement pas renié une telle approche. Avec le recul, Giblin dira d'ailleurs que « cette première géopolitique des régions françaises était en fait un tableau politique où la part de la géographie électorale et celle de l'histoire était majeure » (GIBLIN, 2005a : 14). Dans un contexte de construction européenne et de décentralisation, la démarche proposée dans la *Nouvelle géopolitique des régions françaises* (2005) a ensuite été élargie aux rapports de pouvoirs entre acteurs à différents niveaux politico-administratifs (concurrences interrégionales, jeu politique au sein des EPCI) en matière d'aménagement (implantation de grands équipements, mise en place des SDAU), mais l'analyse des votes reste omniprésente,

qu'il s'agisse de l'introduction de l'ouvrage qui traite de la « géopolitique électorale » ou des croquis de chaque chapitre qui décrivent les communes comme des « bastions » de la droite, des « fiefs » de la gauche, ou d'anciennes et nouvelles « zones de force » du Front-National.

Si l'apport de ces travaux au timide retour des questions électorales dans la géographie française doit être souligné (LASSERRE, 2005), l'analyse des votes à l'échelle intra-communale constitue un angle mort scientifique important, alors même que la population urbaine est largement majoritaire en France (GIRAULT, 2000)[1]. Si l'on retient la nomenclature du ZAUER de l'INSEE pour cerner les mondes urbains et si l'on prend le cas des élections régionales de 2010, 55% des électeurs étaient inscrits dans des communes des pôles urbains pour la plupart subdivisées en bureaux de vote, sans compter les 18% d'inscrits localisés dans les couronnes de ces pôles ou encore les 5% d'inscrits vivant dans les pôles d'emplois de l'espace à dominante rurale, dont une partie des communes comptent plusieurs bureaux de vote. Dans une région très urbanisée comme le Nord-Pas-de-Calais, ce sont ainsi les trois quarts (74%) des inscrits qui vivent dans l'une des 279 communes comptant plus d'un bureau, les 1268 communes à bureau unique ne regroupant qu'une faible part du corps électoral régional. Cet article se propose donc d'étudier les choix électoraux dans le Nord-Pas-de-Calais lors du scrutin régional de 2010 en faisant jouer les échelles d'analyse[2].

Le cas de cette région industrielle durement touchée par les crises économiques successives est pour cela intéressant, car elle est structurée par de fortes inégalités qui produisent des contrastes électoraux majeurs. Il s'agit d'une région historiquement située à gauche, mais certains secteurs sont depuis longtemps ancrés à droite, tandis que d'autres zones penchent de plus en plus vers une extrême droite dont le discours s'appuie à la fois sur l'implantation (récente) de Marine Le Pen à Hénin-Beaumont, sur l'afflux de « clandestins » étrangers dans des camps « illégaux » sur les littoraux de Calais et Boulogne, et sur la forte présence de français immigrés dans la population urbaine[3]. En raison de ces enjeux localisés et dans le cadre d'un numéro thématique interrogeant la notion de région, il a semblé intéressant de travailler sur le scrutin régional de 2010, même si le dépouillement des professions de foi des listes a confirmé la très forte nationalisation de ce scrutin, souvent considéré par les spécialistes comme la dernière élection intermédiaire avant le scrutin présidentiel de 2012. Avec 55,5% d'abstention, l'analyse de cette élection régionale n'en demeure pas moins très riche, dans le sens où elle permet de travailler sur l'encastrement social des préférences électorales dans une conjoncture de faible mobilisation électorale et dans un cadre où l'offre est unifiée, le scrutin n'étant cette fois pas couplé avec des élections cantonales (DOLEZ, LAURENT, 1998).

[1] Pour ce qui est des études électorales intra-urbaines, se référer à un inventaire existant (GIRAULT, 2000 : 24-40). Cette lacune est à l'origine de la construction du projet « CARTELEC » (Développement d'une base de données cartographique pour analyser les comportements électoraux à l'échelle des bureaux de vote français) soutenu par l'ANR et le FEDER. Les matériaux présentés dans cet article sont issus de ce programme de recherche pluridisciplinaire, pour une présentation détaillée de la démarche voir (JADOT *et al.*, 2010).

[2] Les éléments empiriques présentés ici ont été discutés lors d'un séminaire organisé le 2 mai 2011 entre l'équipe de CARTELEC et les politistes de l'UMR CERAPS de l'université de Lille 2. Que ces derniers soient remerciés pour leurs remarques qui ont permis d'affiner les résultats exposés.

[3] Voir par exemple l'exploitation politique de l'ouverture d'un *Quick* servant des repas certifiés *Halal* à Roubaix.

Construite à l'échelle des 1547 communes du Nord-Pas-de-Calais, la première partie de l'article permet de mettre en évidence les configurations socio-électorales qui structurent l'espace régional[4]. Cette contextualisation permet dans un second temps d'opérer un changement d'échelle en réglant la focale d'analyse au niveau des 513 bureaux de vote intra-urbains de la Communauté Urbaine de Lille-Métropole (LMCU). Les matériaux empiriques mobilisés sont constitués d'une part des résultats électoraux du 1er tour de scrutin agrégés à ces deux niveaux[5], et d'autre part de données de la statistique publique (recensement de l'INSEE de 2007, données sur les revenus des ménages de la DGI et sur la précarité sociale de la CAF datant de 2008) qui permettent de décrire de manière fine le profil sociologiques des habitants des communes et des bureaux. Traitées à l'aide de techniques statistiques multivariées (Analyses en Composantes Principales et Classifications Ascendantes Hiérarchiques), ces données permettent de dresser des typologies des configurations électorales en place, puis de les articuler avec la géographie des inégalités sociales.

Chaque partie de l'article s'appuie sur analyse construite en étapes successives. La première consiste à réaliser une analyse factorielle (ACP normée) en prenant comme variables principales les résultats des courants électoraux. Les scores de chaque commune (ou bureau de vote) sur les axes factoriels sont ensuite traités par CAH[6], ce qui permet de produire une typologie du profil électoral de la zone étudiée (le Nord-Pas-de-Calais ou LMCU). À partir des classes obtenues, un tri à plat est effectué sur les données socioéconomiques (INSEE, DGI, CAF) afin de connaître le profil moyen des habitants de chaque classe. Enfin, une cartographie des résultats de la typologie est effectuée afin de visualiser la répartition des différentes classes dans l'espace étudié.

1. RETOUR SUR LES CONFIGURATIONS ÉLECTORALES EN PLACE AU NIVEAU RÉGIONAL

Dans la mesure où les précédents scrutins régionaux du Nord-Pas-de-Calais ont fait l'objet de travaux de la part de politistes comme de géographes, on dispose d'éléments sur plusieurs élections antérieures à celles de 2010 (GIBLIN, 1986b ; DOLEZ et LAURENT, 1999 ; GIBLIN, 2005b), ce qui permet notamment de comparer les paysages électoraux régionaux tels qu'ils sont décrits dans les deux éditions des *Géopolitiques des régions françaises* (figure 1) avec les résultats de l'analyse empirique sur les données du scrutin de 2010. La typologie

[4] Il aurait été souhaitable procéder à une analyse à l'échelle des 3448 bureaux de vote de la région, mais le travail de construction de ce fond de carte n'est pas encore achevé pour le Pas-de-Calais. Il aurait alors été possible d'utiliser un fond de carte associant les communes de ce département avec les bureaux de vote du Nord (pour lequel ce travail est terminé), mais cela aurait conduit à une mauvaise représentation statistique des zones urbaines du Pas-de-Calais, c'est pourquoi nous y avons renoncé.

[5] Afin de considérer l'abstention et les bulletins blancs ou nuls comme des comportements politiques aussi légitimes que les autres, les résultats électoraux sont calculés en pourcentages par rapport aux électeurs inscrits, et non aux suffrages exprimés comme c'est généralement le cas. Afin de travailler sur des pourcentages plus robustes, certaines listes ont été regroupées en courants politiques. L'étiquette « extrêmes gauches » désigne ainsi les listes NPA et LO, « front de gauche » la liste FG-PCF-Alternatifs-DVG, « gauches socialistes » la liste PS-PRG-MRC, « écologistes » la liste EE-MEI, « centres droits » celles du Modem et la liste DVD conduite par M. Poillion, « droites » les listes UMP-Nouveau Centre-MPF-CPNT et CNI, et « extrêmes droites » la liste FN.

[6] Le poids de chaque axe factoriel est pondéré selon la part de variance qu'il explique.

réalisée permet de décrire les différents profils communaux présents dans la région. Elle comporte huit classes offrant une image synthétique des dynamiques récentes (figure 2).

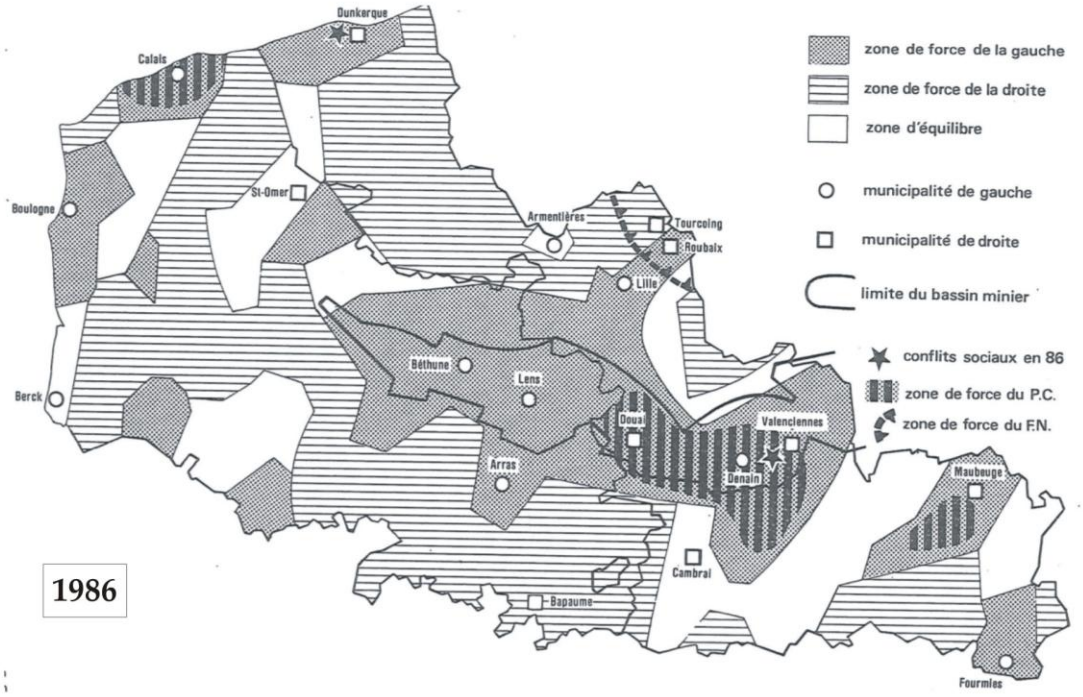
1.1. Des mondes urbains caractérisés avant tout par une abstention massive

Les quatre classes regroupées dans la première branche de la typologie (types A1 à B3 sur la figure 2) rassemblent des communes localisées essentiellement dans les mondes urbains de la région : métropole lilloise, bassin minier, bande urbaine littorale du Pas-de-Calais. Sur le plan électoral, le point commun de ces quatre profils renvoie à des surreprésentations plus ou moins intenses de l'abstention, et secondairement à des meilleurs résultats que la moyenne en faveur des différentes listes de la gauche, voire des écologistes.

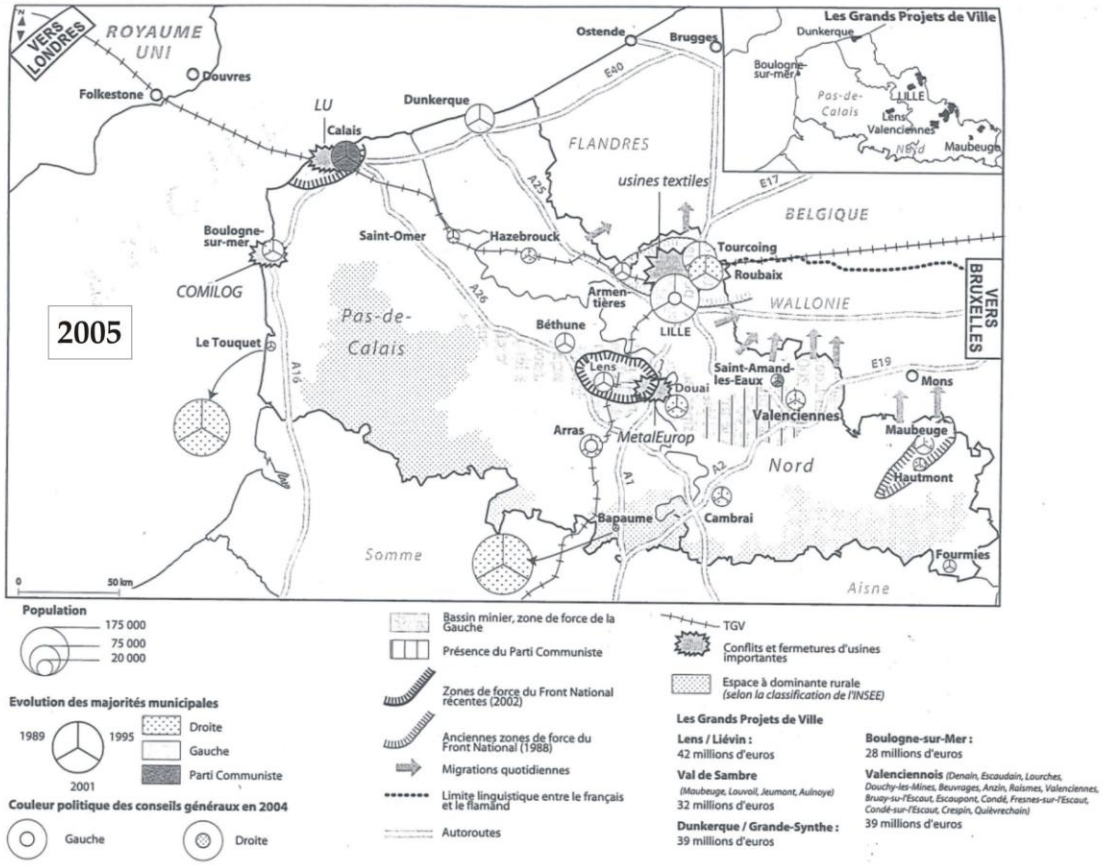
Le profil A1 est composé de 136 communes qui comptent 3700 inscrits en moyenne, 71% appartenant à des pôles urbains. Elles sont concentrées dans la partie orientale du bassin minier – identifiée de longue date comme zone de forte implantation du PCF (figure 1) – et que l'on retrouve aussi à Calais, une ville dont l'un des conseillers municipaux était tête de liste de la liste du Front de Gauche. En 2010, le principal trait de cette classe demeure une très forte surreprésentation du score de la liste FG (14% des inscrits), qui s'accompagne d'une abstention beaucoup plus élevée que la moyenne régionale. Sociologiquement, ces communes accueillent plus que les autres des populations jeunes (18-25 ans) et mal dotées en capital culturel (aucun diplôme, niveau CAP ou BEP). L'étude des statuts sociaux des 15-64 ans montre que les chômeurs et les inactifs y sont fortement surreprésentées, et que les actifs occupés y sont situés en bas des hiérarchies professionnelles (ouvriers, employés) tout en disposant de contrats de travail précaires (CDD, Intérim, stages). Sur le plan résidentiel, l'étude des statuts d'occupation des logements révèle des proportions importantes de locataires, en particulier du parc d'habitat social.

Ce sont également des communes urbaines (57% appartiennent à des pôles urbains) qui composent le type B1. Au nombre de 143, elles sont plus importantes encore que celle du profil A1 puisqu'elles ont en moyenne plus de 7000 inscrits. Elles sont localisées dans la partie ouest du bassin minier, et on y compte aussi Lille, Roubaix, Tourcoing, Wattrelos, de grandes villes du littoral comme Grande-Synthe, Sangatte, Boulogne-sur-Mer, ou Étaples, ainsi que des pôles secondaires au niveau régional (Hazebrouck, Cambrai). Lors de ce scrutin, c'est le très haut niveau de l'abstention (près de 60%) qui domine dans ces espaces urbains, les scores des listes de gauche se situant au niveau de leur moyenne régionale tandis que les courants électoraux de la droite sont très largement sous-représentés. L'analyse du profil des habitants de ces communes donne à lire des univers sociaux très proches de ceux décrits pour profil précédent, avec des surreprésentations des mondes populaires jeunes et mal dotés en capitaux scolaires et économiques.

Figure 1. Les paysages électoraux régionaux dans les deux *Géopolitiques des régions*

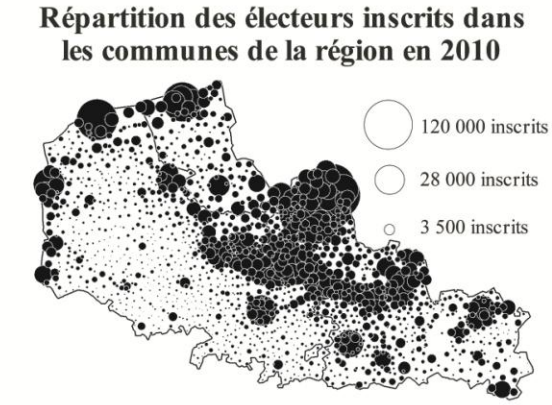


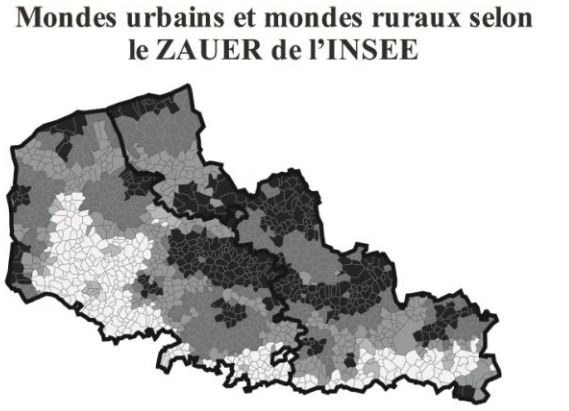
Source : Giblin B., 1986b, « Le Nord-Pas-de-Calais », dans *Géopolitique des régions françaises*, sous la direction de Lacoste Y., Paris, Fayard, tome 1, pp. 45-231, page 224.



Source : Giblin B., 2005b, « Nord-Pas-de-Calais », dans *Nouvelle géopolitique des régions françaises*, sous la direction de Giblin B., Paris, Fayard, pp. 61-102, page 101.

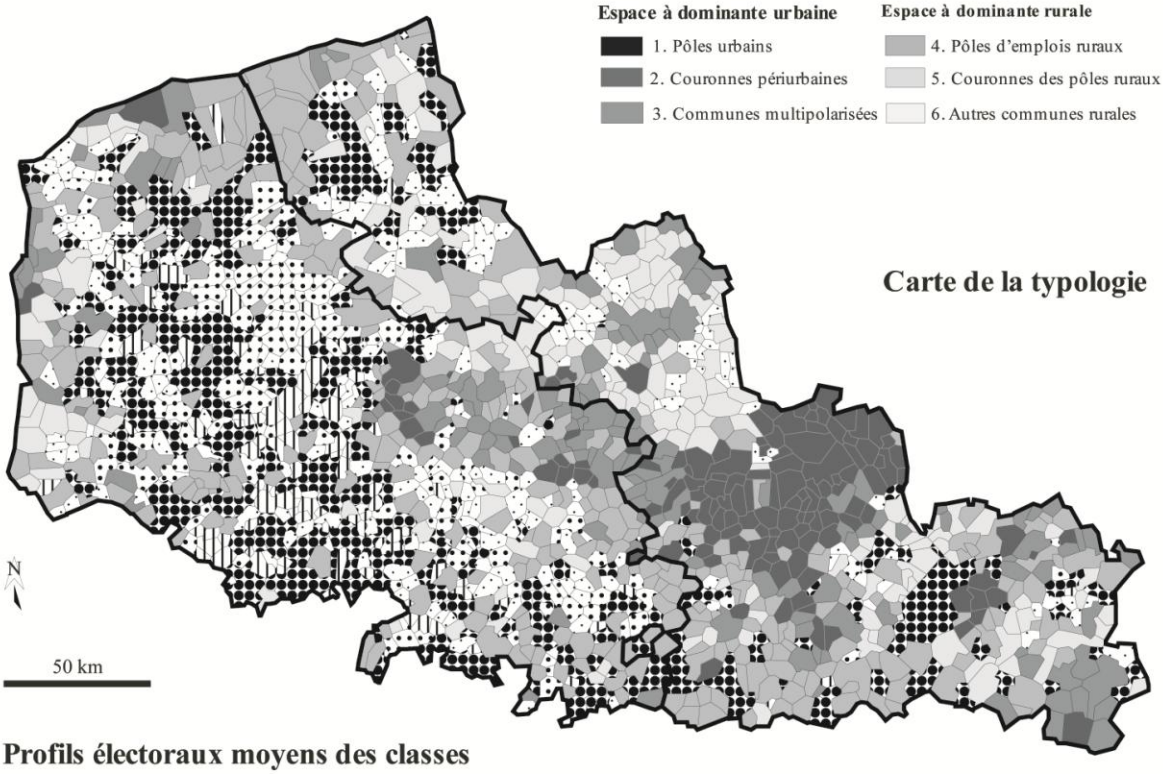
Figure 2. Typologie électorale des communes du Nord-Pas-de-Calais





Espace à dominante urbaine
1. Pôles urbains
2. Couronnes périurbaines
3. Communes multipolarisées

Espace à dominante rurale
4. Pôles d'emplois ruraux
5. Couronnes des pôles ruraux
6. Autres communes rurales



Profils électoraux moyens des classes

Dendrogramme

	Comportements électoraux									Catégorie d'espace dans le ZAUER						Nb
	Abst.	B-nuls	Ext G	FG	Soc	Éco	Cte Dt	Dte	Ext D	1	2	3	4	5	6	inscrits
A1	**55,0**	1,6	1,7	**14,0**	8,1	3,1	1,3	7,2	8,0	71%	19%	10%	0%	0%	1%	3700
B1	**58,2**	1,6	1,9	4,1	13,0	3,8	1,6	7,7	8,0	57%	17%	15%	2%	0%	8%	7135
B2	**51,1**	2,3	2,1	3,4	13,9	3,8	2,5	10,5	10,3	23%	31%	22%	4%	1%	19%	1653
B3	**52,3**	1,8	1,7	2,5	10,7	**5,7**	3,5	**13,9**	7,8	30%	38%	22%	1%	0%	8%	2411
C1	43,0	2,4	1,6	2,1	12,4	**7,3**	**5,1**	**17,2**	8,8	13%	50%	25%	1%	1%	10%	538
C2	40,1	3,2	**2,5**	2,2	**21,6**	4,1	3,8	12,0	10,4	9%	38%	20%	4%	1%	28%	597
C3	45,9	2,7	**2,6**	2,0	12,5	3,6	**4,6**	**14,5**	**11,6**	6%	27%	30%	1%	1%	35%	375
D1	33,3	**4,4**	2,2	1,3	12,5	4,0	**9,3**	**19,1**	**14,0**	0%	20%	24%	0%	0%	55%	154

Les valeurs en gras indiquent les courants électoraux surreprésentés pour chaque classe.
La taille des chiffres est d'autant plus grande qu'un courant est surreprésenté dans une classe.

Sources des données : Ministère de l'Intérieur, IGN, INSEE.
Traitements statistiques et cartographiques : Jean Rivière, Sébastien Bourdin, Céline Colange.

Le scrutin de 2010 confirme donc l'opposition historique interne au bassin minier, les habitants des classes A1 et B1 présentant des propriétés sociales très proches, tandis que leurs choix électoraux sont différents. Cette dichotomie s'explique à la fois par des nuances sociologiques fines et par l'intensité du travail local de politisation menée par le PCF depuis plusieurs décennies, ce qui produit une formation sociale et politique très tranchée dans la moitié orientale de cette zone[7]. À noter qu'à l'occasion de ce scrutin de faible intensité, le vote en faveur du FN est clairement sous-représenté dans ces deux types d'espaces ouvriers, ce qui permet de déconstruire certains lieux-communs. La liste d'extrême droite bénéficie toutefois de l'implantation de sa tête de liste à Hénin-Beaumont, la liste conduite par Marine Le Pen recueillant dans les environs des scores plus élevés que dans le reste du bassin minier.

Avec un peu plus de 10% des inscrits, la liste FN est par contre très légèrement surreprésentée, comme la liste PS-PRG-MRC (14%), dans les communes du type B2, pour lesquelles le niveau d'abstention constitue la principale spécificité. Ses caractéristiques électorales n'en sont pas moins très proches de la moyenne, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'elle regroupe plus de 350 communes (1650 inscrits) réparties de manière assez homogène dans l'espace régional, et en particulier à proximité des communes de la classe B1. Du fait de l'hétérogénéité interne à cette classe, les habitants des communes qui la composent ne présentent pas de caractéristiques particulières par rapport au reste du Nord-Pas-de-Calais, si ce n'est de très légères concentrations relatives des ouvriers et des employés.

Les 185 communes (2400 inscrits) du groupe B3 constituent la dernière classe de la branche B. Près d'un tiers d'entre elles appartiennent à des pôles urbains, auxquelles il convient d'ajouter 38% de communes périurbaines, par exemple dans les périphéries sud et nord de Lille ou autour du Touquet. Si l'abstention y est surreprésentée – ce qui explique la proximité de ces communes avec celles des types B1 et B2 – ce sont les listes EE-MEI et UMP qui y bénéficient de scores meilleurs que dans l'espace régional. En effet, ces communes accueillent plutôt des populations bien situées dans les hiérarchies sociales : des adultes bien avancés dans leurs trajectoires professionnelles (40-54 ans, 55-64 ans), des habitants dotés de titres universitaires (25% des habitants sont titulaires de diplômes de niveau Bac + 2 ou plus), des actifs occupés ou des étudiants, ces actifs occupés étant beaucoup plus fréquemment qu'ailleurs des cadres ou des professions intellectuelles, voire des professions intermédiaires. En cela, ce dernier groupe partage bien des points communs avec d'autres communes, situées dans des zones périurbaines et au-delà.

[7] « Le bastion communiste du Douaisis-Valenciennois correspond à ce que l'on appelait l'ancien pays noir, c'est-à-dire où il y avait à la fois de la mine et de l'industrie lourde (sidérurgie, métallurgie), où le secteur secondaire représentait encore plus de 50% des actifs en 1982 (moyenne nationale 34%). Rappelons les deux facteurs qui expliquent dans la région la permanence du vote communiste : d'une part un électorat ouvrier, déchristianisé, et d'autre part un appareil politique particulièrement puissant et actif, contrôlant nombre de relais dans la société civile, et ce d'autant plus facilement que la population est très longtemps restée stable géographiquement et sociologiquement » (GIBLIN, 2005b : 86-87).

1.2. Des mondes ruraux et périurbains essentiellement partagés entre les différentes composantes de la droite

Alors que les zones urbaines de la région restent caractérisées par l'importance de l'abstention et des votes pour la gauche, les quatre autres classes de la typologie décrivent des communes plus petites où ce sont les scores de la droite (et de l'extrême droite) qui sont plus élevés qu'ailleurs, les bulletins nuls et l'extrême gauche atteignant parfois des niveaux non négligeables.

La classe C1 – qui regroupe 198 communes d'environ 500 inscrits appartenant à des couronnes périurbaines monopolarisées (50%) et multipolarisées (25%) – est caractérisée par une forte surreprésentation du score de la liste EE-MEI, associée à des résultats élevés des listes de droite, voire du centre droit. Ces communes sont notamment localisées dans les quadrants ouest et est de la métropole lilloise, ou dans l'arrière-pays du littoral depuis Calais jusqu'au Touquet. Elles accueillent des concentrations des adultes de 40-54 ans et des populations très diplômées (42% ont un diplôme supérieur ou égal au Bac). Les actifs occupés y sont plus nombreux qu'ailleurs, et ils occupent préférentiellement des postes élevés dans la stratification du salariat (cadres et professions intellectuelles, professions intermédiaires) avec des contrats de travail stables (fonctionnaires, CDI). Cette stabilité socioprofessionnelle explique l'importante surreprésentation des habitants propriétaires de leur logement (86%).

On retrouve également un peu plus d'habitants propriétaires de leur résidence (80%) qu'ailleurs dans les communes du profil C2, qui sont de taille comparable (600 inscrits) mais qui se situent surtout dans le Pas-de-Calais et dans la couronne périurbaine de Saint-Omer. Le maire socialiste de cette commune, qui est aussi vice-présidente de la communauté d'agglomération, figurant en 5ème place sur la liste PS-PRG-MRC, on comprend que les habitants du secteur penchent vers cette liste (22%). Démographiquement, le profil des résidents de ces communes est proche de la moyenne régionale, avec toutefois des populations assez mal dotées en titres scolaires puisque les détenteurs du CEP et de CAP-BEP sont légèrement surreprésentés, tout comme les ouvriers et les agriculteurs.

Ces deux catégories socioprofessionnelles sont là encore plus présentes dans les communes de la classe C3 (32% d'ouvriers, 7% d'agriculteurs), dont la taille moyenne (375 inscrits) et le statut dans le ZAUER (30% de communes multipolarisées, 35% des « autres » communes de l'espace à dominante rurale) indiquent qu'elles sont localisées dans les mondes ruraux du Pas-de-Calais ou des marges départementales du Nord. Ici, ce sont les listes d'extrême droite et d'extrême gauche qui recueillent des scores plus élevés que dans la région, tout comme les listes du centre-droit et de la droite. Le profil sociologique des habitants est peu tranché, et se rapproche des univers décrits pour le type C2, si ce n'est que la part des plus de 65 ans y est légèrement supérieure.

Enfin, c'est près d'un quart des habitants qui sont âgés de plus de 65 ans dans les communes du type D1. Il regroupe des petites communes rurales (150 inscrits, 55% appartenant aux communes de l'espace à dominante rurale qui ne sont pas sous l'influence d'un pôle d'emploi), ce qui permet d'expliquer, via un effet de génération, que l'abstention y

soit de 12 points inférieure à la moyenne régionale. Leur profil électoral est très particulier, puisque l'on y observe une combinaison d'un haut niveau de vote blanc ou nul (5%) avec toutes les composantes de la droite qui y réalisent leurs meilleurs scores : près de 10% pour les listes du centre-droit[8], près de 20% pour la liste de rassemblement de l'UMP, mais aussi presque 15% pour la liste du FN. Sociologiquement, ces communes constituent des mondes ruraux populaires (16% d'agriculteurs, 30% d'ouvriers), vieillissants (25% d'habitants de plus de 65 ans, 20% d'adultes sont titulaires du seul CEP) et caractérisés par un ancrage résidentiel important (60% des habitants vivent dans leur commune depuis plus de 10 ans).

Au total, cette première analyse dresse un portrait des dynamiques électorales lors d'un scrutin régional caractérisé par une forte nationalisation des enjeux et une faible participation. Par rapport aux tableaux précédents des contrastes politiques régionaux (figure 1), la typologie a permis – dans une conjoncture de forte abstention – de souligner la permanence de votes pour les différents courants de la gauche dans les espaces les plus urbanisés, de vérifier le maintien relatif de la dichotomie interne entre PS et PCF au sein de l'ancien bassin minier, mais aussi de nuancer l'importance de la poussée du FN dans cette zone. Lors de ce scrutin, c'est en effet dans les mondes ruraux de la région que l'extrême droite a enregistré ses meilleurs résultats, et non dans les contextes urbains marqués par la précarité sociale où le FN avait émergé dès le début des années 1980, comme à Roubaix ou Tourcoing. Pour pleinement prendre la mesure de ces mutations, il convient néanmoins de changer d'échelle d'analyse.

2. CONTRASTES ÉLECTORAUX ET GÉOGRAPHIE DES INÉGALITÉS SOCIALES DANS LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE LILLE-MÉTROPOLE

Si les travaux de géographie électorale à l'échelle intra-urbaine sont rares en France[9], les principales communes de l'agglomération lilloise en ont par contre fait l'objet pour Lille (WOLF, 1975 ; ETCHEBARNE, 1988 ; LAURENT, 2001), Roubaix (ETCHEBARNE, 1983 ; GIBLIN, 1986b) et Tourcoing (ALIDIÈRES, 2006). Pour autant, ces cas urbains ont été analysés séparément, ce qui permet de mettre à jour des contrastes internes à chaque commune mais tend à les isoler de la conurbation dans laquelle elles s'inscrivent, alors même que des mouvements démographiques importants s'opèrent entre villes d'une métropole (BONDUE, 1978). Cet espace de référence est donc le plus pertinent pour analyser des contrastes électoraux qui expriment la géographie des inégalités sociales dans l'espace métropolitain. C'est particulièrement le cas dans la métropole lilloise, tant elle est marquée par une véritable « ligne de front » (GIBLIN, 1986b : 99), autrement dit par de forts

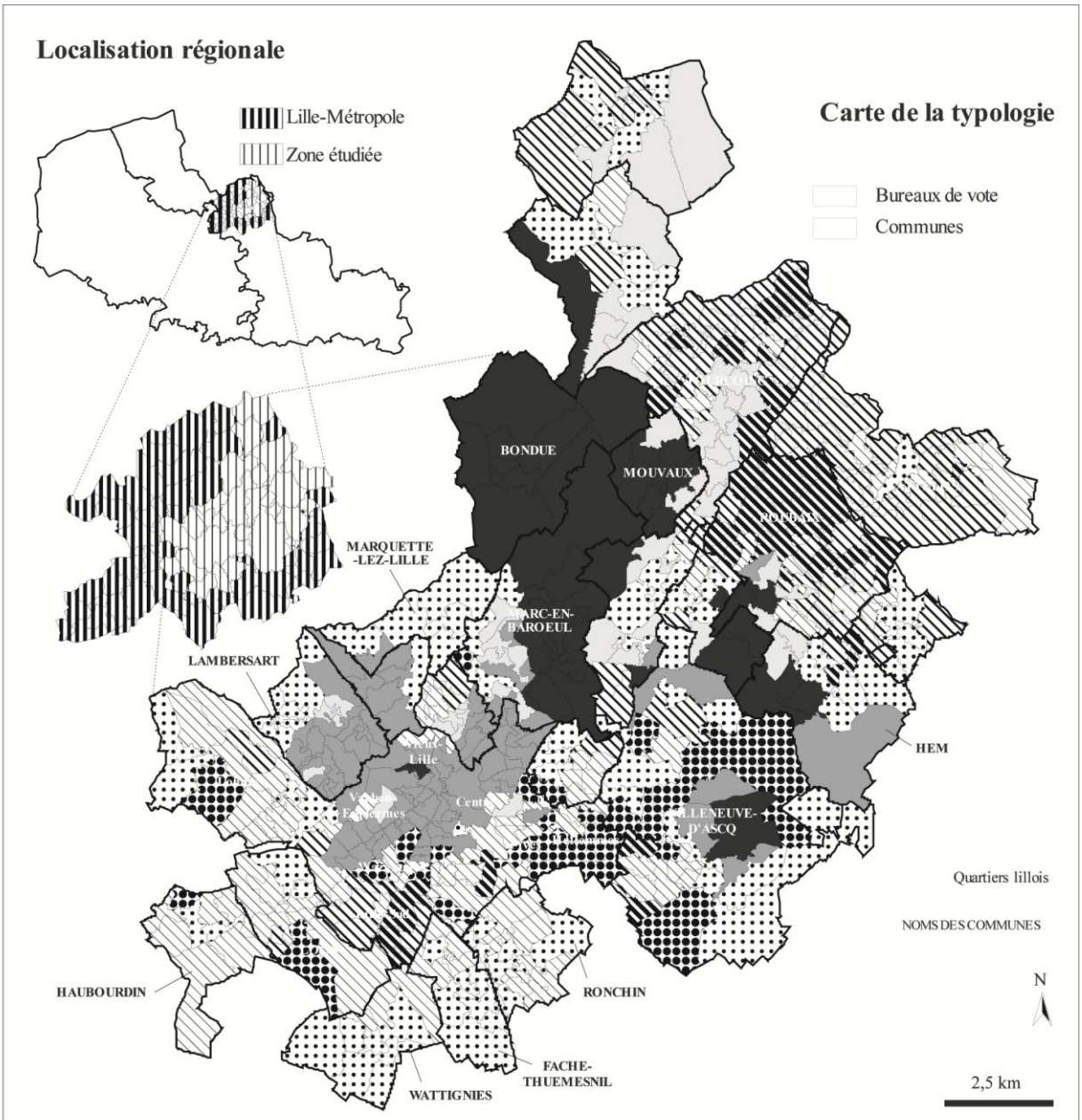
[8] Cette caractéristique est en partie liée au score de la liste de M. Poillion, syndicaliste des Jeunes-Agriculteurs, qui avait ensuite tenté, en février 2011, d'alerter Nicolas Sarkozy sur les problèmes liés à la sphère agricole lors d'une émission de TF1 intitulée « Paroles de français ».

[9] Les difficultés techniques liées à la construction des fonds de carte constituent un frein qui permet d'expliquer la rareté de ces analyses. Pour nous, la première étape a consisté à obtenir de la part des préfectures les documents pour définir les contours des bureaux de vote. À partir de listes d'adresses (« les habitants du 1 au 51 de la rue X votent dans le bureau Y ») et grâce à des traitements automatisés, une carte inédite de l'ensemble des bureaux de LMCU a été produite. Un traitement a ensuite permis de répartir les données contenues dans les IRIS dans les périmètres des bureaux de vote. On dispose alors d'une base de données associant dans les mêmes entités géographiques à la fois les résultats électoraux et des données décrivant les caractéristiques des habitants, ce qui autorise des croisements statistiques.

contrastes sociaux. Après la « bifurcation métropolitaine » de Lille (PARIS, STEVENS, 2000), la géographie des inégalités s'y redessine (BRUYELLE, 1991 ; PARIS, 2002), ce qui rend d'autant plus intéressante une analyse à l'échelle des bureaux de LMCU.

Cependant et bien que nous ayons construit un fond de carte pour l'ensemble des 85 communes (680 bureaux) de LMCU, c'est sur sa zone centrale composée de 26 communes (513 bureaux, soit 75% du total) que l'analyse portera (figure 3). En effet, l'INSEE ne diffuse les données de la DGI et de la CAF que pour le centre de l'unité urbaine de Lille, et il nous a semblé préférable de restreindre légèrement la zone d'étude mais de pouvoir utiliser ces données, trop rarement croisées avec les votes dans le champ de l'analyse électorale (RAPETTI, 1985). La typologie réalisée, qui comprend huit classes, distingue trois grands profils qui rendent compte des choix opérés par les électeurs parmi l'offre proposée (figure 3). Le premier ensemble est fondé la combinaison entre l'abstention, l'extrême gauche et l'extrême droite (types A1 à A3), le deuxième repose sur des scores élevés des différentes listes de gauche et des écologistes (types B1 et B2), le troisième s'appuie sur l'association de résultats importants en faveur des listes du centre-droit et de la droite, ainsi que des écologistes (types C1 à C3). L'impression qui se dégage de la carte est celle de plage de couleurs homogènes, les bureaux de vote d'une même classe étant très regroupés. Cet élément confirme des observations antérieures, l'auteur notant dans le cadre d'une analyse comparative que « l'organisation spatiale du paysage électoral lillois est certainement la plus simple de toutes les villes étudiées » (GIRAULT, 2000 : 191).

Figure 3. Typologie électorale des bureaux de vote du centre de Lille-Métropole



Profils électoraux moyens des classes

Dendrogramme

	Abst.	B-nuls	Ext G	FG	Soc	Éco	Cte Dt	Dte	Ext D
A1	**76,3**	0,7	**1,7**	1,4	9,7	3,1	0,9	2,6	3,7
A2	**67,9**	**1,2**	**1,7**	1,6	11,1	3,4	1,1	5,5	**6,5**
A3	62,7	1,0	**2,0**	**2,5**	**13,4**	5,1	1,4	5,8	**6,2**
B1	56,2	1,0	**2,3**	**4,0**	**14,7**	**8,5**	1,8	6,3	5,1
B2	54,0	**1,4**	1,6	**2,6**	**12,5**	**6,7**	**2,9**	**11,4**	**6,8**
C1	55,3	0,8	1,1	2,3	10,7	**8,5**	**3,9**	**13,7**	3,7
C2	62,2	0,9	1,1	1,7	8,8	5,0	2,1	**12,9**	5,5
C3	51,8	0,9	0,6	0,9	5,9	5,1	**3,0**	**27,4**	4,4

Les valeurs en gras indiquent les courants électoraux surreprésentés pour chaque classe.
La taille des chiffres est d'autant plus grande qu'un courant est surreprésenté dans une classe.

Sources des données : Ministère de l'Intérieur, IGN, INSEE.
Traitements statistiques et cartographiques : Jean Rivière, Sébastien Bourdin, Céline Colange.

2.1. Une abstention extrêmement élevée dans les bureaux de vote du nord-est de la Communauté urbaine et de la moitié sud de Lille

Le profil A1 regroupe 46 bureaux concentrés à Roubaix, à Tourcoing et à Lille-Sud. Cette classe est caractérisée par un très haut niveau d'abstention – en moyenne 76% avec un pic à 82% dans un des bureaux très paupérisés du nord de Roubaix – et par une légère surreprésentation des listes d'extrême gauche. L'examen du profil de ces quartiers permet d'éclairer ces comportements électoraux très tranchés. Ces bureaux concentrent en effet des jeunes adultes (25-39 ans, 18-25 ans) et 40% des habitants n'y ont aucun diplôme scolaire. La part des chômeurs et des inactifs est la plus élevée de la métropole lilloise, sachant que la population active occupée ne représente que 32% des 15-64 ans. En outre, il s'agit surtout d'emplois d'ouvriers (39%) et d'employés (33%), et on y observe une surreprésentation des contrats de travail précaires (CDD, Intérim, stage). Le recours aux données de la DGI et de la CAF permet de prendre un peu plus la mesure des situations de misère qui touchent ces habitants. Le rapport inter-décile[10] est notamment le plus élevé de toutes les classes avec une valeur de 13,3 (D9/D5=2,2 ; D5/D=6), ce qui indique que ces très fortes inégalités sont liées à la distribution des revenus dans le bas de l'échelle sociale. De fait, les 10% des ménages les plus pauvres ne disposent en moyenne que de 112 euros par mois et par UC[11], les 10% les plus riches de 1500 euros, la médiane se situant à 675 euros. C'est donc logiquement que 20% des adultes de ces bureaux ont des revenus composés au moins pour moitié d'aides sociales et que 18% bénéficient du RSA. Presque la moitié des résidents occupent un logement du parc HLM, et 32% ont une allocation logement de la CAF. Dès lors, on comprend mieux l'éloignement des habitants de ces quartiers vis-à-vis de l'institution électorale, qui plus est lorsque l'intensité du scrutin est faible comme l'a montré l'ouvrage *La démocratie de l'abstention* (BRACONNIER & DORMAGEN, 2007).

Le profil A2 est composé de 97 bureaux localisés en périphérie de ceux du profil précédent, c'est-à-dire dans les communes de Roubaix, Tourcoing et Wattrelos. L'abstention y est toutefois moins élevée (68%) et s'accompagne d'une surreprésentation des suffrages accordés à la liste FN (6,5% des inscrits). La pyramide des âges des habitants de ces bureaux est proche de la moyenne régionale, mais les individus mal dotés en titres scolaires (aucun diplôme, CAP-BAP) ainsi que les classes populaires (ouvriers et employés) y restent beaucoup plus présents que dans le reste de la métropole. Le rapport inter-déciles est de 6 (D9/D5=1,9 ; D5/D=3,2), soit deux fois moins que pour le type A1, bien que les revenus soient localement à un niveau très bas (255 euros pour D1, 820 euros pour D5 et 1520 euros

[10] Utilisé pour approcher l'ampleur des inégalités, cet indicateur donne le ratio entre les 10% des ménages qui jouissent des revenus les plus élevés et les 10% qui doivent vivre avec les revenus les plus faibles. Une valeur de cinq exprime donc le fait que les revenus des 10% les plus riches sont en moyenne cinq fois plus élevés que ceux des 10% les plus pauvres. Cet indicateur doit être analysé conjointement avec le rapport D9/D5 qui renseigne sur l'ampleur des inégalités entre le haut de la hiérarchie locale des revenus (D9) et la médiane (D5) d'une part, et avec le rapport D5/D1 qui mesure le niveau des inégalités dans la moitié basse de la stratification des revenus.

[11] Afin de neutraliser les effets de la taille des ménages, les déciles de revenus sont toujours exprimés en euros nets par mois et par unité de consommation (UC) dans cet article.

pour D9). Ces quartiers accueillent aussi des populations pauvres, 10% des adultes ayant des revenus composés à 50% d'aides sociales, 21% bénéficiant d'une allocation logement.

Un peu moins de 100 bureaux sont rattachés au profil A3, qui forme un arc de cercle depuis le quartier de Lomme jusqu'à l'ouest de Villeneuve-d'Ascq. Si l'abstention y est un peu plus élevée qu'ailleurs, ce sont surtout les scores élevés des listes socialistes, LO et NPA (voire de la liste FN et de celle du FG) qui constituent l'originalité de ce type. Les 25-39 ans y sont légèrement surreprésentés, tout comme les détenteurs du CEP ou de CAP-BEP, ainsi que les employés. On se situe donc un peu moins bas dans l'échelle sociale qu'avec les deux classes précédentes, ce que confirment les niveaux de revenus (300 euros pour D1, 985 pour D5 et un peu plus de 1900 pour D9), même si l'on retrouve les mêmes proportions d'adultes allocataires des prestations de la CAF que dans le type A2.

2.2. Des listes de gauche et écologistes qui recueillent leurs meilleurs scores dans les communes contigües à la ville-centre lilloise

Seuls 33 bureaux – localisés en particulier dans les quartiers lillois de Fives et Hellemmes et dans la zone péricentrale de Villeneuve d'Ascq – composent le profil B1 qui décrit les zones les plus ancrées à gauche de la métropole lilloise, puisque l'extrême gauche, le FG, les socialistes et les écologistes y totalisent 30% des suffrages des inscrits (avec une abstention de 56%). Les populations qui y résident sont assez différentes de celles évoquées jusque-là dans la mesure où les jeunes de 18-25 ans, les titulaires de diplômes universitaires, les étudiants et les professions intermédiaires sont moyennement surreprésentés. La structure de distribution des revenus confirme cette présence de jeunes ménages des couches moyennes (415 euros pour D1, 1290 pour D5 et un peu plus de 2300 pour D9), et la présence de 27% d'adultes bénéficiaires d'une allocation logement doit en partie être mise en relation avec la présence des étudiants dans ces quartiers intermédiaires.

Le type B2 (81 bureaux) constitue un profil électoral où les bulletins blancs ou nuls sont plus fréquents que dans le reste de la métropole lilloise, tout comme les suffrages accordés aux listes du FN et du Front de gauche, voire aux listes socialistes, écologistes et du centre-droit. Les indicateurs sociodémographiques surreprésentés sont les 55-79 ans, les titulaires du BEPC, les préretraités et les actifs occupés, ces derniers étant souvent des professions intermédiaires. Ce profil, assez mixte socialement, est celui pour lequel le rapport inter-déciles (4,4) est le moins élevé de ceux rencontrés. Ces bureaux appartiennent en fait aux franges de la zone étudiée qui sont pour partie des zones pavillonnaires (Marquette-lez-Lille, nord-ouest de Lambersart, Wattignies, Faches-Thumesnil, Ronchin), une caractéristique qui explique le taux de propriétaires de leur logement (70%) et la stabilité résidentielle des habitants (la moitié vivent dans leur commune depuis plus de 10 ans).

2.3. Des listes de droite (et écologistes) qui bénéficient de nombreux suffrages des habitants de la partie nord de Lille et du « triangle BMW »[12]

L'exploration de la classe C1 amène au contraire à découvrir 81 bureaux du cœur de Lille (quartiers Vauban-Esquermes, Vieux Lille et Saint-Maurice Pellevoisin) ainsi que le sud des communes limitrophes de Lambersart et Saint-André-lez-Lille. Leur originalité sur le plan électoral réside dans une association entre de hauts niveaux des listes d'EE-MEI, du centre-droit et de la droite qui, ensemble, recueillent 26%. Ces quartiers sont occupés par de jeunes adultes (18-24 ans, 25-39 ans), des populations extrêmement bien pourvues en titres scolaires (50% possèdent un diplôme supérieur ou égal au Bac+2), des étudiants et des actifs occupés très bien situés dans le monde du salariat (67% ont des postes de cadres ou de professions intermédiaires). Les niveaux de revenus de ces fractions supérieures des couches moyennes sont particulièrement élevés (425 euros pour D1, 1320 pour D5 et 2800 pour D9), mais on trouve tout de même un quart d'adultes bénéficiaires de l'allocation logement de la CAF, qui s'explique là encore par la présence d'étudiants et de jeunes adultes au début de leur trajectoire résidentielle[13]. C'est d'ailleurs dans ce profil que les taux de locataires du parc privé (38%) et d'habitants présents dans la commune depuis moins de 5 ans (48%) sont maximum.

Le profil C2 repose quant à lui sur une légère surreprésentation des voix accordées à la liste UMP-CPNT-MPF, les listes de centre-droit et d'extrême droite se situant à un niveau comparable à la moyenne métropolitaine. À l'inverse du profil précédent, ce sont cette fois les populations âgées qui sont surreprésentées (64-79 ans, plus de 80 ans), et les niveaux de diplômes plus fréquents dans les bureaux de ce type (niveau Bac, niveau Bac+2) indiquent, compte tenu d'effets générationnels, que ces populations assez âgées sont assez bien placées dans l'espace des positions sociales, ce que confirment les légères concentrations relatives des travailleurs indépendants et des professions intermédiaires, même si les différents déciles remarquables de revenus (358 euros pour D1, 960 pour D5 et 1960 pour D9) indiquent des niveaux de vie plus bas que ceux des types B1, B2 et C1. Ces caractéristiques ambivalentes s'expliquent par le fait que les 45 bureaux de cette classe s'inscrivent dans le prolongement géographique des bureaux de la dernière classe, dont le profil est beaucoup plus tranché tant d'un point de vue électoral que de celui des propriétés sociales des habitants.

Particulièrement cohésive dans l'espace, la répartition des 37 bureaux rattachés au type C3 épouse le « triangle BMW » articulé autour de Bondue, Marcq-en-Barœul et Wasquehal, mais aussi à Mouvaux. Le principal trait de cet ensemble où l'abstention est à son niveau métropolitain le plus bas (52%) réside bien sûr dans le score de la liste UMP-CPNT-MPF (28%, soit un écart à la moyenne de 2,5 écarts-types). Les populations de plus de 55 ans

[12] L'expression régionale « triangle BMW » désigne les communes de Bondue, Marcq-en-Barœul et Wasquehal, qui constitue un espace investie depuis plusieurs décennies par la grande bourgeoisie lilloise et ses héritiers. Les ménages assujettis à l'Impôt de Solidarité sur la Fortune sont particulièrement concentrés dans quelques rues, du moins pour ceux qui ne se sont pas installés de l'autre côté de la frontière belge pour échapper à cet impôt.

[13] La coexistence de ces différentes catégories de jeunes adultes permet de comprendre que le rapport inter-décile soit parmi les plus élevé de ceux observés dans la métropole lilloise, avec une valeur de 6,6.

représentent ici 40% des habitants en âge de voter, et cette zone de la métropole lilloise accueille les électeurs les mieux dotés en capitaux de toutes sortes : près des deux tiers de ses habitants sont au moins titulaires d'un diplôme de niveau Bac, 74% des actifs occupés sont des travailleurs indépendants, des cadres ou des professions intermédiaires, tandis que les 10% des ménages les plus riches disposent de 3250 euros mensuels par UC. L'existence de cet entre-soi des classes supérieures s'exprime également à travers le rapport inter-décile de 5, mais surtout par le ratio D9/D5 (2,3) qui montre que les inégalités, déjà localement faibles, sont ici principalement liées au niveau de revenus des 10% les plus riches par rapport au revenu médian. Enfin, 80% des habitants sont propriétaires de leur logement dans un environnement social où les prix du foncier atteignent des sommets.

Au total, le passage à l'échelle du bureau de vote offre une plus grande finesse d'analyse pour étudier les processus intra-métropolitains. Si la figure 3 fait essentiellement ressortir les grands contrastes entre les choix électoraux des inscrits des quartiers riches (du centre bourgeois lillois ou du triangle BMW) et les votes (à commencer par le non-vote) des habitants des quartiers paupérisés (de Lille-Sud comme de Roubaix ou Tourcoing), la typologie permet également de révéler des gradients intra-communaux plus subtils qui donnent à lire des centralités secondaires internes aux principaux pôles de LMCU. C'est le cas au sein de la commune de Roubaix, qui a elle aussi ses beaux quartiers historiques, mais aussi de celle de Villeneuve-d'Ascq qui compte à l'inverse quelques quartiers populaires.

Conclusion : Le poids de l'échelle d'analyse sur la mesure de l'encastrement social des préférences électorales

Plus largement, l'échelle du bureau de vote permet une réflexion sur le rapport entre l'échelle de mesure des relations statistiques et l'intensité des corrélations observées (figure 4)[14]. On peut d'abord noter que les corrélations calculées sont plus fréquemment significatives au niveau des bureaux (79% des cas) qu'à l'échelon communal (68%), ce qui n'est pas une surprise même si ce constat est rarement étayé empiriquement. Il apparaît ensuite que l'intensité des relations est plus forte au niveau le plus fin, puisque 22% des coefficients dépassent le seuil de 0,4 pour les bureaux de vote, contre seulement 3% pour les communes[15]. Enfin et dès lors que les corrélations sont relativement élevées entre un comportement électoral et un indicateur socioéconomique, le sens de la relation ne diffère presque jamais entre les deux niveaux de mesure, et c'est toujours au niveau le plus fin qu'il est le plus élevé. Ces éléments confirment que le niveau micro est bien le plus pertinent dans le cadre des démarches de géographie et sociologie électorales.

Sur le plan thématique, c'est pour l'abstention que l'on a pu établir les corrélations les plus élevées avec des indicateurs sociaux, en l'occurrence ceux qui décrivent la présence des

[14] Il faut faire preuve de prudence dans la comparaison de ces coefficients, les populations statistiques et les espaces de référence étant différents.

[15] Le coefficient r monte à 0,8 entre la présence des chômeurs et l'abstention, mais n'est que de 0,5 entre la présence de titulaires de Bac+2 et la vote pour la liste EE-MEI.

catégories les moins bien dotées en capitaux de toutes espèces[16]. Reste cependant à étudier l'intensité de ces relations dans une conjoncture électorale de haute intensité[17]. De la même manière, on retrouve des corrélations assez fortes entre indicateurs sociaux et votes pour les listes écologistes, de droite, voire d'extrême droite. Par contre et même au niveau des bureaux, il n'existe pas de corrélations supérieures à 0,4 pour expliquer la distribution spatiale des scores du Front de Gauche, et surtout de la liste PS-PRG-MRC. Deux hypothèses complémentaires peuvent être proposées. Si l'on considère que ces courants politiques sont plutôt soutenus par les classes populaires, on peut penser que ces faibles corrélations s'expliquent par le jeu de l'abstention différentielle, les électeurs les mieux situés dans les hiérarchies sociales (qui votent plutôt pour les listes de droite) ayant plus participé à ce scrutin régional. On peut aussi avancer que la mise en évidence des corrélations est complexifiée par le processus de *friends and neighbourhood effect* : le travail local des équipes municipales de gauche qui gèrent plusieurs villes de LMCU et le positionnement de deux élus municipaux importants aux deux première places de la liste PS-PRG-MRC[18] pouvant avoir des effets en matière de diversification des soutiens électoraux de cette liste. Il est en effet établi que la bonne implantation d'élus municipaux participe, par le jeu des réseaux sociaux localisés, à faire augmenter les scores de la liste sur laquelle ils figurent lors d'un scrutin relevant d'une échelle géographique supérieure, en l'occurrence ici le niveau régional.

Figure 4. Comparaison des coefficients de corrélations entre votes et indicateurs sociaux selon le niveau de mesure

[16] Bien qu'ils ne figurent pas dans ce tableau (la comparaison avec le niveau communal étant impossible), les coefficients de corrélation entre les choix électoraux et les variables de la DGI et de la CAF sont également très élevés. L'abstention est par exemple corrélée négativement avec les différents déciles de revenus, et surtout avec D1 qui donne le revenu des ménages plus pauvres (r=-0,51). La corrélation est également importante avec le rapport inter-décile (r=0,41), ce qui signifie qu'en plus de la présence de populations paupérisées, l'abstention tend à augmenter avec le niveau local des inégalités sociales. L'abstention est donc logiquement liée à la présence des bénéficiaires du RSA (r=0,69) et avec la part des adultes dont le revenu est composé au moins pour moitié de prestations sociales versées par la CAF (r=0,65).

[17] Un article portant sur le cas de l'agglomération parisienne (Rivière, 2012) confirme toutefois ce résultat à l'occasion du scrutin présidentiel de 2007.

[18] Il s'agit du 1er adjoint au maire de Lille et d'une adjointe au maire de Roubaix pour la liste du Nord.

	Abstention		Blancs-nuls		Ext. gauches		Front de gche		Socialistes		Écologistes		Centre Droits		Droites		Ext. droites	
	Comm	BV	Comm	BV	Comm	BV	Comm	BV	Comm	BV	Comm	BV	Comm	BV	Comm	BV	Comm	BV
18-24 ans	0,31	0,15	*-0,11*	*-0,27*	*	*	0,15	0,13	*	*	*-0,08*	0,29	*-0,16*	*-0,11*	*-0,32*	*-0,18*	*-0,11*	***-0,40***
25-39 ans	*	**0,47**	*	*-0,21*	*	0,26	*	0,11	*	0,14	*	*	*	*-0,27*	*-0,09*	***-0,50***	0,11	*-0,31*
40-54 ans	-0,07	*-0,13*	*	0,25	*	*	*-0,05*	*-0,13*	*	*	0,31	*-0,21*	*	*	0,08	0,11	*-0,06*	0,39
55-64 ans	*	*-0,35*	*-0,06*	0,28	*-0,06*	*-0,16*	*	*-0,11*	*	*-0,13*	0,10	*-0,15*	*	0,14	0,12	**0,40**	*	0,38
Plus de 65 ans	*-0,12*	*-0,33*	0,06	0,24	*	*-0,17*	*	*-0,14*	0,06	*-0,10*	*-0,24*	*-0,23*	0,12	0,23	0,13	0,38	*	0,36
Sans diplôme	0,28	**0,80**	*	*	0,06	0,35	0,20	*-0,18*	*	*	*-0,40*	***-0,61***	*-0,25*	***-0,43***	*-0,31*	***-0,67***	*	*
CEP	*-0,22*	*	0,13	0,32	*	0,19	*-0,11*	*	0,15	0,29	*-0,22*	*-0,38*	0,23	*	0,07	*-0,22*	0,17	**0,67**
BEPC	*	*-0,19*	*	0,27	*	*	*-0,05*	*	*	*	*	*-0,14*	*	0,23	*	*	*	0,33
CAP-BEP	0,11	0,36	*	0,28	0,17	0,37	0,19	*	0,09	0,28	*-0,27*	***-0,50***	*-0,16*	*-0,24*	*-0,36*	***-0,52***	0,21	**0,58**
Bac	*-0,14*	***-0,42***	*	*	*-0,08*	*-0,23*	*-0,14*	*	*-0,10*	*-0,12*	0,20	0,21	0,21	0,16	0,22	**0,43**	*	*
Bac+2	*-0,18*	***-0,68***	*-0,06*	*	*-0,08*	*-0,35*	*-0,15*	0,12	*-0,11*	*-0,18*	**0,48**	**0,62**	0,15	0,37	0,33	**0,66**	*-0,12*	*-0,24*
Supérieur à Bac+2	*	***-0,55***	*-0,14*	*-0,22*	*-0,19*	*-0,39*	*-0,09*	0,09	*-0,15*	*-0,20*	**0,50**	**0,66**	*	0,33	0,27	**0,60**	*-0,25*	***-0,50***
Étudiants-stagiaires	0,13	*-0,11*	*-0,08*	*-0,23*	*-0,06*	*-0,12*	0,06	0,12	*-0,06*	*	0,24	**0,42**	*-0,08*	*	*-0,10*	*	*-0,16*	*-0,38*
Inactifs	0,32	**0,56**	*	*-0,11*	*	0,13	0,29	*-0,22*	*	*-0,12*	*-0,33*	*-0,36*	*-0,31*	*-0,31*	*-0,35*	*-0,34*	*-0,07*	*-0,15*
Chômeurs	0,37	**0,80**	*-0,09*	*-0,17*	*	0,29	0,27	*-0,17*	*	*	*-0,33*	***-0,44***	*-0,28*	***-0,45***	*-0,38*	***-0,64***	*-0,08*	*-0,17*
Actifs occupés	*-0,37*	***-0,57***	0,08	0,19	*	*-0,13*	*-0,31*	0,15	*	*	0,29	0,23	0,33	0,34	**0,41**	**0,40**	0,12	0,26
Préretraités	*-0,11*	*-0,32*	*	0,36	*	*	*-0,06*	*	0,09	*	*	*-0,19*	0,07	0,11	0,07	0,22	*	**0,55**
Indépendants	*-0,36*	*-0,25*	0,18	*	*-0,06*	*-0,34*	*-0,24*	*-0,25*	*-0,05*	***-0,51***	*	*	**0,44**	0,19	0,38	**0,58**	0,17	*
Cadres, prof intell sup	*	***-0,66***	*-0,14*	*-0,17*	*-0,17*	***-0,45***	*	*	*-0,11*	*-0,26*	0,45	**0,63**	*	0,41	0,19	**0,73**	*-0,23*	***-0,42***
Professions intermédiaires	*	***-0,68***	*-0,14*	*	*-0,09*	*-0,17*	*	0,29	*	*	0,33	**0,65**	*	0,39	*	**0,44**	*-0,12*	*
Employés	0,22	**0,52**	*	0,15	0,08	**0,47**	0,14	0,13	0,11	0,39	*-0,14*	***-0,48***	*-0,21*	*-0,32*	*-0,32*	***-0,71***	*-0,06*	**0,40**
Ouvriers	0,11	**0,76**	0,09	0,09	0,16	**0,35**	0,09	*-0,21*	0,06	0,11	***-0,44***	***-0,69***	*-0,10*	***-0,46***	*-0,23*	***-0,66***	0,16	0,26
Salariés stables (fonctionnaire, CDI)	*-0,15*	***-0,60***	*	0,28	*	*-0,17*	*-0,10*	*	*	*	0,32	*	*	0,33	0,19	**0,50**	*-0,09*	**0,40**
Salariés précaires (CDD, Intérim)	0,15	**0,60**	*	-0,28	*	0,17	0,10	*	*	*	*-0,32*	*	*	*-0,33*	*-0,19*	***-0,50***	0,09	***-0,40***
Là depuis moins de 5 ans	0,21	0,12	*	-0,33	*	*-0,09*	*	0,09	*	*	*-0,05*	0,32	*-0,16*	*	*-0,10*	*	*-0,09*	***-0,50***
Là depuis 5 à 10 ans	0,08	0,32	*-0,06*	*	*	0,13	*	*-0,14*	*	*	0,13	*-0,28*	*-0,07*	*-0,23*	*	*-0,22*	*-0,05*	*
Là depuis plus de 10 ans	*-0,22*	*-0,22*	0,08	0,35	*	*	*	*	*	*	*	*-0,25*	0,18	0,12	0,12	0,12	0,11	**0,52**
Propriétaires	***-0,44***	***-0,50***	0,12	0,26	*	*-0,22*	*-0,25*	*	*	*-0,16*	0,27	*	0,29	0,30	**0,40**	**0,47**	0,20	**0,44**
Locataires parc privé	0,23	*	*	*-0,32*	*	*-0,14*	0,11	0,13	*	*	*-0,29*	0,37	*-0,09*	*	*-0,18*	*	*	***-0,48***
Locataires HLM	**0,45**	**0,51**	*-0,14*	*	*	0,34	0,27	*	*	0,23	*-0,15*	*-0,29*	*-0,33*	*-0,33*	***-0,42***	***-0,51***	*-0,25*	*-0,12*

Légende du tableau					
	*	r n'est pas significatif au seuil alpha= 0,05 (test bilatéral)	0,23	r est compris entre 0 et 0,4	
	-0,06	r est compris entre 0 et -0,4	**0,45**	r est compris entre 0,4 et 0,6	
	-0,44	r est compris entre -0,4 et -0,6	**0,63**	r est compris entre 0,6 et 0,8	
	-0,68	r est inférieur à -0,6	**0,80**	r est supérieur à 0,8	

Si chaque scrutin constitue toujours une configuration politique inédite en termes de conjoncture et d'offre, le recours à l'échelle d'analyse du bureau de vote et l'utilisation de données originales (telles que celles de la DGI et de la CAF) pour saisir la géographie des inégalités sociales permettent de réaffirmer clairement la primauté d'une explication des comportement électoraux par les positions sociales, et ce alors même qu'une telle approche est « volontiers répudié comme sociologiste et passéiste » (LEHINGUE, 2001 : 857).

Références bibliographiques

BRACONNIER C., DORMAGEN J.-Y., 2007, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, Folio actuel, 455 p.

BONDUE J.-P., 1978, Dépeuplement des villes-centres et ajustements électoraux – l'exemple de Lille, *Hommes et Terres du Nord*, n°1, pp. 45-59

BRUYELLE P., 1991, *La communauté urbaine de Lille, métropole du Nord-Pas-de-Calais*, Paris, La documentation française, n°4936, 192 p.

DOLEZ B., LAURENT A., 1999, *Des roses en mars. Les élections régionales et cantonales de 1998 dans le Nord/Pas-de-Calais*, Presses du Septentrion, 224 p.

DOLEZ B., LAURENT A., 1998, Un scrutin peut-il en cacher un autre ? Cantonales et régionales de 1998 dans le département du Nord, *Revue Française de Science Politique*, vol. 48, n°5, pp. 587-605.

ETCHEBARNE S, 1988, Le FN dans le Nord, ou les logiques d'une implantation électorale, *Le Front National à découvert*, Paris, Presses de la FNSP, pp. 284-306.

ETCHEBARNE S., 1983, L'urne et le xénophobe. À propos des élections municipales à Roubaix en mars 1983, *Espaces, Populations, Sociétés*, n°2, p. 133-138.

GIBLIN B., 2005a, Introduction générale, *Nouvelle géopolitique des régions françaises*, Paris, Fayard, pp. 13-44.

GIBLIN B., 2005b, Nord-Pas-de-Calais, *Nouvelle géopolitique des régions françaises*, Paris, Fayard, pp. 61-102.

GIBLIN B., 1986a, Introduction. La région, un territoire politique, *Géopolitique des régions françaises*, Paris, Fayard, tome 1, pp. 9-39.

GIBLIN B., 1986b, Le Nord-Pas-de-Calais, *Géopolitique des régions françaises*, Paris, Fayard, tome 1, pp. 41-231.

GIRAULT F., 2000, *Le vote comme expression territoriale des citadins. Contribution à l'étude des ségrégations urbaines*, Thèse de géographie, Université de Rouen, 504 p.

JADOT A., BUSSI M., COLANGE C., FREIRE-DIAZ S., 2010, Un outil d'analyse électorale en cours de création. CARTELEC, un SIG au niveau des bureaux de vote français, *Le monde des cartes. Revue du comité français de cartographie*, n°205, pp. 81-98.

LACOSTE Y., 1986, *Géopolitique des régions françaises*, Paris, Fayard, 3 tomes, 1114, 1372 et 1258 p.

LASSERRE F., 2005, Recension de l'ouvrage « Pour une nouvelle géographie du politique », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 49, n°136, pp. 97-99.

LAURENT A., 2001, De Pierre Mauroy à Martine Aubry, la transition inachevée, *Le vote des villes*, Paris, Presses de science po, pp. 211-228.

PARIS D., 2002, Lille, de la métropole à la région urbaine, *Mappemonde*, n°66, pp. 1-7.

PARIS D., STEVENS J.-F., 2000, *Lille et sa région urbaine. La bifurcation métropolitaine*, Paris, L'Harmattan, 265 p.

RAPETTI D., 1985, *Vote et société dans la région nantaise. Étude de géographie électorale 1945-1983*, Paris, Éd. du CNRS, 210 p.

RIVIERE J., 2012, « Vote et géographie des inégalités sociales : Paris et sa petite couronne », *Métropolitiques*, http://www.metropolitiques.eu/Vote-et-geographie-des-inegalites.html

SIEGFRIED A., 1913, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Paris, A. Colin, 536 p.

WOLF M., 1975, Choix de société ou élection de quartier ? Les élections législatives de 1973 à Lille, *Revue française de science politique*, 25, 2, p. 259-290.